



## Résignés, de nombreux citoyens avouent avoir déjà eu recours à la pratique

Le chauffeur d'une voiture qui file sur l'axe lourd Douala-Yaoundé pousse un juron en écrasant lentement la pédale de frein. «J'ai été flashé», fait-il savoir en se rangeant sur le bas-côté.

Après un bref moment de réflexion, il sort prestement de son véhicule et disparaît dans la broussaille derrière la voiture. De retour quelques minutes plus tard l'infortuné explique: «Je n'avais pas le choix. Il fallait le stopper avant qu'il envoie le numéro de ma voiture au barrage de gendarmerie qui se trouve devant. Je lui ai proposé 10 000 [francs CFA]. Il a accepté.

C'est mieux que de payer 25 000 de pénalité au peloton routier». «Il», c'est le gendarme embusqué. Muni d'un radar, ce dernier traque les excès de vitesse, l'une des causes d'accidents sur la route nationale n°3. Ce cas est loin d'être isolé. Un policier affecté à la circulation au «rond-point éducation» à Yaoundé le mardi 28 août avoue, lui aussi, avoir eu recours à la corruption. «Mon petit frère est venu du village pour ses études.

Le proviseur du lycée a demandé 100 000 francs CFA pour sa place. J'ai payé. Je ne vais pas risquer son année scolaire... Si je me plains, les représailles vont retomber sur mon frère», développe-t-il en haussant ses épaules.

## Résignation

Cette résignation, on la retrouve également chez des usagers toujours nombreux dans les couloirs des ministères des Enseignements secondaires et de l'éducation de base. «Un enseignant résident à l'Extrême-nord, qui a dépensé plus de 50 000 francs CFA pour son transport, n'a plus de temps à perdre pour suivre un dossier à Yaoundé alors qu'il doit repartir. C'est pour cela qu'on donne un peu d'argent pour que les dossiers avancent», se justifie l'un d'eux.

Un autre regarde d'un œil amusé la plaque que vient d'apposer un agent de la Commission nationale anticorruption (Conac) sur un des murs du hall du ministère. Elle rappelle que «le service public est gratuit» et indique le numéro vert mis à disposition pour les dénonciations. «Cela ne va rien changer. C'est du bluff !», commente-t-il. Comme solution pour une lutte efficace contre la corruption, le fonctionnaire propose une «décentralisation effective» qui va rapprocher le service des populations, mais surtout «une augmentation des salaires».

## Dénoncer

Cette dernière proposition est partagée par le policier rencontré au «rond-point éducation». Cependant, il estime que le phénomène doit être attaqué par le haut: «Plusieurs fois j'ai verbalisé un automobiliste et j'ai ensuite fait mon rapport pour tentative de corruption en y mettant le billet qu'on m'a proposé. Mais quand cela arrive chez nos chefs, ils ne font rien et les automobilistes viennent nous narguer après», rapporte-t-il. Me Charles Guini, président de Transparency International Cameroun, conseille de ne pas verser dans le fatalisme. Pour lui, en se résignant, on contribue à faire croître la corruption.

## Journal Intégration

---